

BROUWER H.J., M. BUTLER, E. CHRISTODOULOU, B. FRIEDMANN, C. SCRIVENER, C. WESTENDORP Y CABEZA. *Union européenne : un « new deal » budgétaire est-il nécessaire?* Bruxelles, The Philip Morris Institute for Public Policy Research, 1995, 92 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 28, numéro 1, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703725ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703725ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1997). Compte rendu de [BROUWER H.J., M. BUTLER, E. CHRISTODOULOU, B. FRIEDMANN, C. SCRIVENER, C. WESTENDORP Y CABEZA. *Union européenne : un « new deal » budgétaire est-il nécessaire?* Bruxelles, The Philip Morris Institute for Public Policy Research, 1995, 92 p.] *Études internationales*, 28(1), 189–191. <https://doi.org/10.7202/703725ar>

rales » du Comité des droits de l'homme ou du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, sources dont l'autorité est maintenant reconnue mais qui demeurent assez difficiles d'accès. De même, une place plus grande aurait pu être faite aux opinions de la Cour internationale de justice, ou de certains de ses membres, en matière de droits de l'homme (v. par exemple les affaires de la *Barcelona Traction* ou du *Sud-ouest africain*). Par ailleurs, l'approche retenue, qui consiste à retenir des textes définitifs, exclut ceux qui sont toujours en préparation, tels que l'important projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones. Enfin, sur le plan formel, on peut regretter que ne soient pas fournis, pour chaque texte, les sources documentaires officielles et notamment, dans le cas des textes conventionnels, les renvois aux *Recueils de traités des Nations Unies*.

Pierre BOSSET

*Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Montréal*

## EUROPE

### Union européenne : un «new deal» budgétaire est-il nécessaire ?

BROUWER H.J., M. BUTLER,  
E. CHRISTODOULOU, B. FRIEDMAN,  
C. SCRIVENER, C. WESTENDORP Y CABEZA.  
*Bruxelles, The Philip Morris Institute for Public Policy Research, 1995, 92 p.*

Les noms cités ci-dessus sont les auteurs des six chapitres de cette revue du Philip Morris Institute (PMI). Cette organisation sans but lucratif créée en 1993 encourage, par la publication de documents de réflexion, le débat sur les questions politiques touchant l'Europe. Le PMI a un comité

éditorial composé de neuf personnalités de différents pays de l'UE et a déjà publié 7 numéros. Dans le dernier, les huit premières pages présentent des lettres-réactions aux revues précédentes. Les quatre pages suivantes introduisent le sujet du présent numéro. Le sujet : quelles sont les faiblesses du budget européen actuel (budget qui résulte des désaccords des années 1980 et de l'accord d'Édimbourg de 1992) et quelles seraient les solutions pour l'améliorer ? (le budget devrait en principe être réexaminé lors de la conférence intergouvernementale de 1996 et la commission devrait, le 1<sup>er</sup> juillet 1998, présenter un rapport sur l'application de l'accord d'Édimbourg).

Mentionnons, au préalable, que les accords institutionnels de juin 1988 et d'octobre 1993 ont contribué à rationaliser et à simplifier les procédures budgétaires, et qu'il est probable que la conférence 1996 ne modifiera pas l'accord. En effet, pour des raisons que nous expliquerons ci-dessous, ce n'est qu'en 1999 que l'exercice financier devra porter sur tous les aspects du financement du budget ; c'est donc à cette date, que la commission devra se prononcer sur des points essentiels, parmi lesquels la révision de la «compensation» en faveur du Royaume-Uni (obtenue en juin 1984) et la création éventuelle d'un nouveau système de ressources propres (dont la 5<sup>e</sup> ressource qui compléterait les ressources propres actuelles).

Chaque chapitre est rédigé par un «national» de l'UE, et la lecture en parallèle de cet ouvrage souligne les divergences nationales. H.J. Brouwer présente la position des Pays-Bas. Elle est intéressante car ce pays est passé

de 1988 à 1993 de bénéficiaire net à contributeur net. En 1995, ils sont les premiers contributeurs nets par habitant. Pourquoi? Parce que le système actuel des ressources propres répartit la contribution de chaque État membre en fonction de sa structure économique (et en particulier de l'importance et de la nature de leurs importations). Pour l'auteur, les solutions sont claires: il faut limiter les nouvelles augmentations du budget et tirer un meilleur parti des dépenses. Cela impliquerait une réforme radicale du PAC et des fonds structurels. Dans le premier cas, il s'agirait de remplacer le mécanisme des prix sélectionnés par un système d'aide au revenu. Dans le second cas, il faudrait que l'UE porte tous ses efforts sur l'aide aux pays dont le revenu par habitant est très en dessous de la moyenne de l'UE.

Le Britannique M. Butler ne souhaite pas qu'on puisse modifier en 1996 le budget, et en particulier la «ristourne» dont le Royaume-Uni bénéficie depuis 1984. Le PAC (42,1 % du budget) et les Fonds régionaux et sociaux (30,4 %), de cohésion (2,8 %) devraient absorber 75 % du budget en 1999 ne laissant que 6,2 % pour les autres politiques intérieures, 6,8 % pour les actions extérieures et 4,6 % pour l'administration. Ces chiffres montrent 1) qu'il est improbable que l'UE puisse financer des dépenses militaires; 2) qu'un nouvel élargissement n'a guère de chance de se concrétiser avant 1999; 3) que le passage à la 3<sup>e</sup> phase de l'UEM ne pourrait se réaliser avant 1999. Cet «auteur» ne recommande pas que l'on ouvre la question des ressources propres. On comprend cette position lorsqu'on

lit la position de l'Allemand B. Friedmann: la contribution allemande nette à la caisse de l'UE est passée de 5,8 milliards d'écus en 1990 à 13,1 milliards en 1994. De plus, l'Allemagne aura versé à la Russie 41,9 milliards d'écu d'ici 1996, et un montant équivalent aux autres pays de l'Europe centrale et orientale (ceci est à comparer avec les 13,1 milliards d'écu que l'EU donne à ces pays). L'auteur suggère que l'on révisé le financement de l'UE par les États membres de façon à refléter plus équitablement le PNB par habitant (il faudrait calculer les contributions sur la base du PNB par habitant); rendre le secteur agricole plus productif (réduire le PAC) et, idée originale, substituer des prêts subventionnés au système d'aide structurelle (surtout lorsqu'il s'agit de projets lucratifs); pourchasser la fraude.

Pour E. Christodoulou dont son pays, la Grèce est un des principaux bénéficiaires des fonds, il faut consacrer plus de ressources pour aplanir les disparités économiques entre les membres (principe de cohésion que personne ne remet en cause); accorder plus d'argent pour faire face à la concurrence internationale et avoir une politique plus ambitieuse (avec financement) pour être crédible vis-à-vis du PECO et des pays méditerranéens. Enfin, l'UE devrait avoir une politique économique qui permettrait d'établir un meilleur équilibre entre le budget européen et les budgets nationaux.

Pour C. Scrivener, il faut être prudent vis-à-vis du PAC. Par contre, il est possible d'envisager la suppression de la compensation britannique. Plus intéressante, la position de la

Française visant à abolir la distinction entre dépenses obligatoires (DO) et dépenses non obligatoires de manière à fournir au Parlement européen un rôle plus actif (les DO relevant du seul conseil). Elle est consciente des obstacles; c'est pourquoi son exposé comme celui de Friedmann porte principalement sur la fraude. Sujet extrêmement intéressant et, je dois le dire, incroyable pour un profane. Actuellement, il est impossible de vérifier les dépenses énormes des Fonds structurels et des dépenses agricoles. Le contrôle relève des États membres, mais les règles précises pour les dépenses du budget communautaire n'existent pas! Elle suggère comme C. Westendorp, que l'on fixe un nouveau rôle au budget européen (et en particulier, de nouvelles ressources). Ce dernier note avec raison que ce budget est la résultante de la simple addition des «différents paquets de dépenses». À la veille de l'Union économique et monétaire, ne devons-nous pas coordonner d'une manière plus efficace les politiques macro-économiques. Pour y arriver, il faudra consentir à d'énormes efforts.

Ce petit livre de 92 pages est excellent; il résume parfaitement le débat sur la question du budget européen et il est accompagné de tableaux (indiquant entre autres les définitions importantes) et de figures. Je le recommande à tous ceux et celles – y compris le grand public – intéressé(e)s par le problème de l'intégration européenne.

Jean-Pierre THOUÉZ

Département de géographie  
Université de Montréal, Canada

### Can Europe Work? Germany and the Reconstruction of Postcommunist Societies.

HANSON, Stephen H. and Willfried SPOHN (dir.). Vancouver, UBC Press, 1995, 248 p.

Lorsque les responsables du colloque dont on allait tirer les textes qui composent cet ouvrage, en l'occurrence la Henry Jackson School of International Studies de l'Université de Washington et la Deutsche Akademische Austauschdienst (Service allemand d'échanges académiques), organisèrent une conférence sur les problèmes posés par la reconstruction de l'Europe de l'Est et sur le rôle potentiel que pourrait y jouer l'Allemagne réunifiée, l'optimisme idéaliste d'un Fukuyama semblait nettement remis en cause. Qui plus est, la relecture de Polanyi ou d'un Schumpeter donnait des arguments de poids aux pessimistes inquiétés par les ratés de la libéralisation et par le retour en force des nationalismes européens. Enfin, le rôle traditionnel dominant de l'Allemagne dans cette région allait-il faire renaître la menace d'un *Grossraumwirtschaft* (ensemble économique élargi), comme ce fut le cas entre 1871 et 1945, ou bien le géant allemand allait-il utiliser son pouvoir économique pour faciliter le passage sans heurt de ses partenaires vers la démocratisation et le marché? Ce questionnement sert, sans conteste, d'articulation principale à l'ouvrage dirigé par Stephen Hanson et son collègue berlinois, Willfried Spohn.

Plus spécifiquement, trois problématiques donnent le ton aux différentes parties de ce recueil à savoir un questionnement sur la nature des